

# Politis

DÉFRICHER LES IDÉES / NOURRIR LES COMBATS

## IMMIGRATION LAISSONS-LES ENTRER



**ANALYSE**

**LA GAUCHE  
CHERCHE SA VOIX**

**REPORTAGE**

**MAYOTTE : L'ÉPREUVE  
WUAMBUSHU**

**ENTRETIEN**

**BENOIT HAMON  
DIRECTEUR DE SINGA**

**V**ite, arrêtons les passeurs ! Pointons du doigt ces businessmen macabres. Ce sont eux les vrais responsables du naufrage du chalutier ayant entraîné la mort de 78 personnes et la

disparition de centaines d'autres ! L'entreprise est facile – elle est déjà en cours puisque les autorités portuaires grecques ont annoncé, jeudi 15 juin, avoir interpellé neuf individus.

Habituel et dernier acte de cette « tragédie », « l'une des plus dévastatrices en Méditerranée en une décennie », selon les mots de l'Organisation internationale pour les migrations : les autorités compétentes en matière de secours en mer désignent leurs boucs émissaires. Elles transforment le drame en sinistre pièce de théâtre où chacune joue son rôle à la perfection. L'agence Frontex, dont un avion avait repéré l'embarcation chargée de plus de 750 passagers, se dit « profondément émue par ces événements tragiques » ; les chefs d'État européens se figent dans un silence coupable ; et aucun membre du gouvernement grec ne parle de *pushbacks*, cette manœuvre qui consiste à refouler les exilés plutôt que de les sauver.

Mais en fermant la frontière entre la Grèce et la Turquie, où l'Europe sous-traite la gestion des candidats au départ, en renvoyant en mer, entre 2020 et 2022, près de 30 000 personnes dans des canots sans moteur – comme l'observe en Méditerranée orientale le groupe de recherche Forensic Architecture –, ou en jetant 185 000 personnes dans le cauchemar libyen par l'intermédiaire de garde-côtes locaux qu'elle participe à financer depuis 2017, l'Union européenne n'assume pas son vrai rôle.

À la manière de Charon, l'homme qui conduit les défunts vers les Enfers en traversant le Styx, dans la mythologie grecque, l'Europe guide par milliers ces hommes, ces femmes et ces enfants vers une mort de plus en plus certaine. Les responsables de cette politique sont les véritables passeurs. Ils sont ceux

qui poussent la barque de fortune vers son dernier voyage. À la différence près que Charon menait dans l'autre monde les âmes ayant reçu une sépulture. Les passagers du bateau disparu dans les eaux profondes dans la nuit du 13 au 14 juin n'ont, eux, pas eu droit à cette reconnaissance.

D'après Vincent Cochetel, envoyé spécial du Haut-Commissariat aux réfugiés pour la Méditerranée occidentale et centrale, cité par Mediapart, « les survivants disent que le bateau a basculé alors qu'il faisait l'objet d'une manœuvre où il était tiré par les garde-côtes helléniques. Ils nous disent qu'il était tiré non pas vers les côtes grecques, mais en dehors de la zone de secours en mer grecque ». Aller simple pour l'épilogue : la mort.

Comment empêcher un tel drame, alors que les humanitaires voient se dresser devant eux les murs des législations nationales ? En Grèce, certains d'entre eux font face à la justice, qui leur reproche d'opérer un « trafic de migrants ». En Italie, un décret contesté oblige les ONG à débarquer les rescapés dans des ports éloignés, empêchant souvent leurs missions de secours. En France, il faut voir l'opiniâtreté avec laquelle les autorités se sont battues contre Cédric Herrou, et se battent encore contre les associations et les anonymes qui viennent en aide aux exilés, notamment dans le Calais. Alors que mardi 20 juin avait lieu la journée mondiale des réfugiés, au Parlement européen, les députés ont validé un pacte sur l'asile et la migration toujours plus sévère et étriqué. Bruxelles est loin des vagues assassines. ●

parti  
pris

Hugo Boursier

# La Méditerranée, Styx européen

# face à Benoît Hamon

**Candidat socialiste à la présidentielle en 2017, il était sûrement l'un des plus favorables à une politique d'ouverture à l'immigration.** Aujourd'hui, c'est avec la casquette de directeur général de l'association d'aide aux réfugiés Singa que Benoît Hamon observe le rapport de la gauche à l'immigration. Il incite l'ensemble des personnalités de gauche à tenir une politique d'accueil digne face au projet de loi asile et immigration présenté en Conseil des ministres en juillet prochain. **ZOË COTTIN PHOTOS LILY CHAVANCE**

## Pourquoi la gauche est-elle frileuse sur la question migratoire ?

Peut-être parce qu'elle méconnaît en partie le sujet. Elle reste essentiellement sur la défensive, c'est-à-dire qu'elle répond à des enjeux de court terme et à l'agenda des médias conservateurs, qui donnent le *la* sur les questions de migration. Qui fixe le cadre du débat aujourd'hui ? Les médias du « groupe Bolloré » et les principaux titres de la presse conservatrice, dont l'obsession éditoriale présente la migration exclusivement comme une menace : on parle de « *front migratoire* », d'« *attaque migratoire* », de « *submersion migratoire* ». Cette vision est devenue quasi hégémonique et met la gauche sur la défensive quand il s'agit de défendre le droit d'asile, l'inclusion ou tout simplement l'accès au travail. Cette posture amène les partisans des sociétés ouvertes à se contenter d'un discours d'humanité qui complète le discours de fermeté. C'est un peu comme si les éléments d'un discours positif sur les migrations étaient légèrement honteux. Pourtant, prenons les retraites. Ne pourrait-on pas partager avec les Français la réalité suivante ? Si on se passait des cotisations des travailleurs étrangers, qui sont surreprésentés dans les métiers pénibles et perçoivent donc, en moyenne, une pension plus faible et ont une espérance de vie plus courte, le débat sur l'âge légal de départ nécessaire pour équilibrer le système serait autour de 66, 67 ou 68 ans.

## Pourquoi la gauche n'apparaît-elle pas audible ni crédible sur l'immigration ?

En effet, la gauche n'est pas audible. Pour une raison simple : elle ne parle pas. Ou à voix si basse qu'on ne l'entend pas. Il y a des personnalités qui assument un discours alternatif, réaliste et positif sur la migration mais, en face du fracas des discours d'exclusion, ces paroles relèvent du chuchotement.

Pour commencer, il faut changer le lexique belliqueux et déshumanisant associé à la migration. Aujourd'hui, la vision qui domine, c'est : « La migration est un problème. » On entend seulement de manière marginale, de la part d'associations et de quelques villes et entreprises : « La migration pourrait être une solution. » Moi, j'aspire à ce que certains à gauche ou dans la majorité présidentielle assument de dire la vérité suivante : « Nos modes de vie, nos protections, un certain art de vivre à la française seront sauvés grâce, en partie, aux migrations. »

Il faut par exemple affirmer que, oui, les migrations vont changer d'échelle et que cela peut être une chance. Cela peut nous permettre de repeupler des territoires aujourd'hui en plein déclin, de relancer l'activité économique là où elle a disparu, de garder des commerces de proximité, de maintenir nos services publics, de conserver des écoles ouvertes, de préserver l'égalité d'accès aux soins et nos modes de vie. Il faut assumer une ligne claire, ne pas avoir l'inclusion honteuse. J'incite donc tous ceux qui redoutent les conséquences pour la paix civile en France du déploiement violent des thèses racistes sur la question migratoire à assumer un projet qui affirme que la migration est une solution – parmi d'autres – aux problèmes rencontrés par des millions de Français.

## Carole Delga, présidente du conseil régional d'Occitanie, a fait récemment une sortie remarquée sur l'immigration, déclarant que Kylian Mbappé et Yannick Noah étaient « originaires d'autres pays », avant de dire qu'elle regrettait ses propos. Qu'avez-vous pensé de la séquence ?

Carole Delga a été indiscutablement maladroite. Mais la juger raciste est absolument injustifié. Quand les gens de gauche cesseront-ils de s'excommunier mutuellement ? C'est épuisant. Cela étant dit, cela montre aussi que beaucoup de dirigeants peinent à

A man with short dark hair, wearing a blue and white vertically striped button-down shirt, is sitting outdoors. He has his hands clasped in his lap and is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background consists of lush green foliage and a light-colored wall. The text is overlaid on the left side of the image.

**«L'histoire  
de l'humanité,  
c'est l'histoire  
des migrations»**

À Paris, le 16 juin.

☉ intégrer à la question sociale la lutte contre les mécanismes de domination et d'oppression dirigés spécifiquement contre les minorités en France. Il faut relire Aimé Césaire et accepter que l'égalité sociale, si elle était réalisée dans l'atelier, ne ferait cependant pas tomber automatiquement les hiérarchies fondées sur des critères de genre, ethniques ou culturels. C'est un impensé de la gauche ! Cet impensé perdure parce qu'on a perdu en exigence intellectuelle et qu'on se gargarise d'universalisme tout en délaissant ou abîmant les outils de l'égalité.

Les républicains de toutes les rives, s'ils sont sincères, devraient se concentrer sur les moyens de permettre aux citoyens de faire l'expérience de l'égalité plutôt que de l'inégalité, l'expérience de la liberté plutôt que de la contrainte, l'expérience de la fraternité plutôt que de la discrimination. Je parle délibérément d'expérience républicaine parce qu'elle est un noble but quand l'incantation républicaine qui sature le débat public fait office de catéchisme autosatisfait et déconnecté du réel.

**/ Dans le débat public, il y a beaucoup de préjugés, voire de fantasmes, sur la question migratoire. Selon vous, les propositions politiques sont-elles déconnectées des réalités ?**

D'abord, il faut assumer une évidence : les migrations existent. Se dire pour ou contre les migrations, c'est aussi absurde que d'être pour ou contre le soleil et le ciel. L'histoire de l'humanité, c'est l'histoire des migrations. Aussi – et là je comprends que c'est un terrain qui n'est pas simple parce qu'il donne l'impression d'alimenter les angoisses existentielles des franges les plus conservatrices et souvent racistes des sociétés européennes – faut-il préciser que les migrations internationales ont changé d'échelle. Elles ont augmenté de 60 % en Europe en trente ans. Sait-on que l'Afrique verra sa population multipliée par 5 au cours de ce siècle, selon les Nations unies ? Ce choc démographique sera doublé d'un choc climatique puisque le continent africain, qui n'est responsable que de 3 % des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales, concentrera les effets les plus dévastateurs du réchauffement. Récemment, des chercheurs africains annonçaient une chute de 20 % du rendement des terres agricoles d'ici à 2050, tandis que la population doublera dans le même intervalle de temps.

La question est donc : où met-on nos énergies et nos ressources ? Dans l'édification de lignes Maginot inutiles ou dans l'inclusion au bénéfice mutuel de la société d'accueil et des nouveaux arrivants ? Je plaide pour cette seconde solution. L'ONG Singa, que je dirige, accompagne les arrivants dans 22 villes en Europe et en Amérique du Nord, accélère leur inclusion par l'entrepreneuriat, le logement ou la création de liens. Je vous donne deux chiffres : en 2021, il y avait 7,7 % d'étrangers en France, selon l'Insee, et 15 % des entrepreneurs étaient étrangers. Certes, c'est souvent le déclassement professionnel qui les contraint à créer leur propre emploi. Néanmoins, cela prouve qu'ils sont entreprenants, qu'ils contribuent à la création de richesses et créent des emplois. Les preuves de l'inclusion sont partout autour de nous.

## 2004-2009

Eurodéputé (Parti socialiste européen).

## Mai 2012

Entrée au gouvernement en tant que ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

## Avril 2014

Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le gouvernement de Manuel Valls.

## Avril 2017

Candidat du PS pour la présidentielle, il arrive en cinquième position avec 6,4 % des voix.

## Sept. 2021

Retrait de la vie politique pour prendre des responsabilités au sein de Singa.

## Benoît Hamon

Ancien ministre puis candidat à l'élection présidentielle en 2017, fondateur de Génération-s en 2017, il est maintenant directeur général de Singa. Créée en 2012, cette association est spécialisée dans l'inclusion des personnes nouvellement arrivées (réfugiées, demandeurs d'asile et immigrées). Elle crée du lien avec des personnalités locales dans plus de 18 villes de 7 pays pour favoriser des projets d'accès à l'emploi, au logement et au travail.

## / Pourquoi ce discours n'infuse-t-il pas de manière globale ?

Par timidité ou par peur de prendre l'opinion à rebrousse-poil. Mais la bataille pour l'hégémonie culturelle sera durablement perdue s'il n'existe pas d'alternative au discours dominant en faveur de l'exclusion et d'une société close. Il ne faut pas mépriser les peurs des Français, qui sont la conséquence de protections qui ont disparu. Mais la réponse n'est pas dans des frontières étanches. Bruno Latour affirmait avec raison qu'il fallait reconstituer des enveloppes, a fortiori quand les protections d'hier s'effacent. L'apport des migrations peut être un atout pour reconstituer ces bords qui nous manquent. Regardons outre-Rhin. L'Allemagne a accueilli un million de Syriens en 2015 contre 36 900 en France en sept ans. Elle a accueilli un million d'Ukrainiens en 2022 contre 100 000 en France. Elle inclut massivement par le travail. L'immigration n'y est pas le thème numéro 1 du débat politique et l'extrême droite a reculé aux élections législatives entre 2017 et 2022. Pourquoi se priver des preuves que l'inclusion fonctionne et réunit les peuples quand elle existe ?

## / Qu'est-ce qu'une politique d'accueil, selon vous ?

Premièrement, elle passe par le fait de supprimer la circulaire Cresson de 1991 sur l'interdiction de travailler pour les demandeurs d'asile. On sait que le travail est un moyen d'accélérer l'inclusion. Or, depuis cette circulaire, l'administration française considère que celui qui est candidat à l'asile est « présumé richeur » ou « présumé menteur ». À vouloir débusquer ceux qui « tricheraient », on pénalise tous les demandeurs d'asile, on retarde l'inclusion et on se complique collectivement la tâche. La deuxième chose à dire, c'est qu'il faut rompre avec le principe assimilationniste qui découle de la tradition coloniale. C'était même stipulé dans les textes dès le XIX<sup>e</sup> siècle : tout « indigène » qui voulait devenir français devait être « assimilé » selon des critères de civilisation



qui étaient précisés par l'administration coloniale. Ce mot continue à irriguer le discours politique aujourd'hui. Et l'assimilation, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que, de sa rencontre avec l'étranger, la France doit sortir intacte, et que c'est à l'étranger de se dépouiller de ses traits distinctifs, culturels, religieux pour être digne de la France.

L'accueil véritable, ce n'est pas juste proposer un toit au nouvel arrivant, c'est vouloir l'interculturalité. Avec les équipes de Singa, j'ai récemment rencontré Éric Jalon, le directeur général des étrangers en France. Et je lui ai dit : « Nous sommes prêts, avec Singa et d'autres associations, à former à l'interculturalité vos agents qui travaillent en préfecture, c'est-à-dire à savoir se décentrer pour comprendre le point de vue et les zones de vulnérabilité de ceux qui sont de l'autre côté du guichet. » Beaucoup d'entreprises, et c'est heureux, s'y engagent aujourd'hui. Elles ont intégré que l'« employabilité » ne pouvait pas se résumer à demander à des nouveaux arrivants de se former aux métiers disponibles dans les secteurs économiques en tension, mais qu'il était nécessaire que leur recrutement soit inclusif et que leur organisation soit hospitalière à l'interculturalité. Pourquoi le font-elles ? Parce qu'elles y gagnent en performance et en cohésion.

**Vous vous positionnez donc clairement contre le projet de loi asile et immigration que le gouvernement va présenter en Conseil des ministres en juillet ?**

Nous pensons que c'est un texte inutile. C'est le 22<sup>e</sup> texte en trente ans. La 22<sup>e</sup> variation sur le registre de « la France se ferme ». Les experts du Giec nous annoncent 4 °C de plus à la fin du siècle, et que fait la France ? Une loi climat ? Non, une nouvelle loi immigration. Au-delà de ça, les politiques d'exclusion sont des politiques inefficaces et fabriquent des problèmes. Par exemple, si on supprime l'aide médicale gratuite (AME), comme le demandent la droite et l'extrême droite, que se passe-t-il ? La pauvreté et le dénuement dans lesquels vivent les nouveaux arrivants lors des premiers mois en France prédisposent à des maladies graves. Empêcher l'accès aux soins des nouveaux arrivants augmentera le risque épidémique et les crises sanitaires. Est-ce là une politique inspirée par le bien commun ? Le coût social et financier d'une telle absurdité sera largement supérieur au coût budgétaire de l'AME.

**Ce texte prévoit aussi le durcissement du taux d'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF). Qu'en pensez-vous ?**

Cela ne servira à rien. Quand on regarde le taux d'exécution des OQTF en France, on est frappé par la faiblesse du chiffre officiel : moins de 15 %. En gros, on raccompagne assez peu les gens auxquels on délivre une OQTF. Alors qu'en Allemagne le chiffre est de presque 50 % d'exécutions des obligations de quitter le territoire national. Pourquoi ? Parce qu'en réalité, quand ils constatent qu'un étranger est en situation irrégulière, les Allemands procèdent à des régularisations par le travail dans 60 % des cas. Il y a une préférence pour l'inclusion par le travail là où, en France, il y a une préférence pour la délivrance d'obligations de quitter le territoire, qu'on n'exécute pas. Il n'y a pas meilleure démonstration de

# Nos modes de vie, nos protections, un certain art de vivre à la française seront sauvés grâce, en partie, aux migrations.

cette passion d'une partie de l'administration et des politiques français pour l'inefficacité. Ce sont des textes qui vont créer de la frustration, de la peur, de l'insécurité, mais qui ne parviennent jamais à résoudre les maux qu'ils désignent. J'aspire à ce que la raison et la rationalité habitent à nouveau ceux qui légifèrent sur les migrations.

**Êtes-vous favorable à la création d'un titre de séjour pour les secteurs en tension ?**

Non. Comme la plupart des associations, nous pensons, à Singa, qu'il faut régulariser ceux qui travaillent, sans critère lié au secteur économique qui les emploie. Si quelqu'un occupe un emploi, c'est bien parce qu'il y avait besoin de cette compétence-là. Il n'y a donc aucune raison de ne cibler que les métiers en tension. Et puis, qui décide qu'un métier n'est plus en tension ? Est-ce que quelqu'un qui avait été régularisé lorsqu'il était dans un métier en tension se voit déposséder de son titre de séjour si l'on considère que le métier qu'il exerce n'est plus en tension ? Que se passe-t-il s'il change de secteur économique ? Perd-il son titre de séjour ? Arrêtons d'inventer des « machins » toujours plus compliqués, plus hypocrites les uns que les autres. Cela épuise les fonctionnaires, qui ne peuvent pas contrôler leur impact, et désespère les nouveaux arrivants. Ça participe d'une vision très utilitariste de la migration. Et c'est profondément inhumain ! ●

Immigration

# La gauche CHERCHE SAVOIX

Rassemblement  
contre l'opération  
Wuambushu, le  
16 avril, place de la  
République à Paris.

À quelques semaines de la présentation du projet de loi de Gérald Darmanin sur l'asile et l'immigration, la gauche est attendue au tournant. Souvent jugée non crédible et accusée de laxisme sur le sujet, la gauche saura-t-elle enfin faire valoir ses propres positions ? **MICHEL SOUDAIS**

**E**st-ce du désintérêt ? La crainte de heurter ses électeurs ? Alors que le gouvernement et la droite affichent leurs projets, toujours plus répressifs, pour tenter d'enrayer l'arrivée de nouveaux migrants, alors que l'extrême droite et des médias avides de sensationnalisme s'emparent de tous les faits divers pour asseoir un discours xénophobe et sécuritaire sur la peur, la gauche paraît aux abonnés absents. Presque inaudible sur l'immigration, sujet sur lequel elle est accusée de laxisme. Au mieux sur la défensive, comme si elle était réduite à ne se positionner qu'en fonction de l'agenda de ceux qui activent la peur des étrangers.

Un constat injuste pour les élus de la Nupes que nous avons interrogés. « Nous avons interpellé plusieurs fois Gérald Darmanin en commission et par des interventions à l'Assemblée nationale », se défend Benjamin Lucas, député des Yvelines (Génération-s) et chef de file du groupe écologiste sur le futur projet de loi des ministres de l'Intérieur et du Travail. « On a eu en décembre, à l'Assemblée nationale et au Sénat, des débats généraux (sans vote) sur la politique d'immigration et d'asile, qui ont été l'occasion pour nous d'affirmer nos grands principes et les trajectoires qu'il faudrait suivre », rappelle quant à lui Boris Vallaud, le président du groupe des députés socialistes.

« Dire que la gauche ne dit rien, ce n'est pas vrai », s'insurge Danièle Obono. La députée (La France insoumise) de Paris garde un souvenir amer de la précédente loi asile et immigration en 2018 : son groupe avait alors « présenté une brochure qui rassemblait ce qu'[il] défendait face à la loi Collomb, cela n'a intéressé personne ». Plus tard, se souvient-elle, « on a mené une campagne pour un accueil digne ; on s'était rendu dans les zones d'attente », en ne suscitant qu'une identique indifférence médiatique.

Ces derniers mois, la gauche a pourtant délaissé ce terrain. Les socialistes, qui avaient engagé « un travail d'auditions important de spécialistes du droit des étrangers, de sociologues, d'historiens, de démographes et d'élus locaux », en prévision de la bataille annoncée sur une nou-

velle loi – la 29<sup>e</sup> en quarante ans ! – portée par Gérard Darmanin et Olivier Dussopt, reconnaissent avoir « *concentré toutes [leurs] forces* » sur la bataille des retraites. De toute façon, « *rien d'autre n'était audible* », explique Boris Vallaud.

Un point de vue partagé par l'ensemble des forces de la Nupes. Ian Brossat y ajoute une considération supplémentaire. Le porte-parole du PCF « *assume le fait de ne pas mettre l'immigration au cœur du débat politique* », parce qu'il est pour le gouvernement « *un moyen de détourner du débat sur les retraites et les conséquences de l'inflation* ». L'élu parisien admet que « *tous [sont] travaillés par une hésitation tactique entre la nécessité de répondre pied à pied aux provocations de la droite et de l'extrême droite, et ne pas entretenir la polémique pour éviter que tout le débat tourne autour de ces questions* ».

Le souci est louable, mais quand les droites et les extrêmes droites, dans une surenchère perpétuelle, squattent les médias pour attribuer aux étrangers toutes sortes de problèmes, du chômage au terrorisme en passant par l'insécurité, le manque de logements ou la crise des services publics, est-il judicieux de ne pas répliquer ?

Il y a un an, le programme de gouvernement de la Nupes listait onze mesures d'une « *politique migratoire humaniste et réaliste* » en rupture avec la pente suivie depuis trente ans avec plus ou moins de zèle par les gouvernements de droite comme de gauche (du PS). Sauf à les avoir oubliées, la gauche a donc bien des choses à dire et des propositions à faire. Qui s'appuient « *sur ce que proposent les associations depuis longtemps* », précise Danièle Obono, pour qui « *la gauche est plus large que les partis* » et inclut « *les mouvements de solidarité* ». « *Est-ce que c'est simple ? Non, puisqu'il nous faut aller à contre-courant de dizaines d'années d'amalgames, de visions biaisées et de contre-vérités* », admet-elle toutefois.

### Les thèmes de l'adversaire

Benjamin Lucas, voit « *deux écueils* » à éviter. Le premier, c'est « *la tendance à reprendre les termes et thèmes de l'adversaire* ». Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, en fournit un exemple : « *Aujourd'hui, déclare-t-elle le 7 juin sur France Info, on a des OQTF [obligations de quitter le territoire français] qui sont beaucoup trop faibles. [...] Quand il y a une décision de justice, elle doit s'appliquer, nous sommes dans un État de droit.* » Le second consiste à penser qu'« *on n'est pas assez fort et qu'il vaut donc mieux mettre le sujet sous le tapis* ».

En avril, une note de la Fondation Jean-Jaurès rédigée par Adélaïde Zulfikarpasic, directrice générale de BVA France, a fait état d'un durcissement de l'opinion. Et pas seulement de la droite. « *Les sympathisants de gauche sont désormais près d'un sur deux à estimer qu'il y a trop d'immigrés en France* », constate-t-elle. C'est 21 points de plus qu'en 2018 ! « *La droite et l'extrême droite ont gagné la bataille culturelle* », commente, fataliste, le communiste Ian Brossat. Pour la gauche l'alerte est rude.

Contre les « *fantasmes* » et les « *biais de perception* », Boris Vallaud rêve d'un Giec des migrations. Un sondage national sur la connaissance et le regard des Français sur l'immigration, réalisé début mai par Occurrence pour le nouveau Musée national de l'histoire de l'immigration, montre nettement que plus la connaissance est faible (voire erronée), plus les opinions sont en défaveur de l'immigration.

## « Il nous faut aller à contre-courant de dizaines d'années d'amalgames, de visions biaisées et de contre-vérités. »

Danièle Obono, députée LFI

« *Il est temps d'affirmer une vision forte et de remettre un peu de vérité dans ce débat* », clame Benjamin Lucas. « *Cela fait trente ans que le FN mène le débat, rappelle cet ancien président du Mouvement des jeunes socialistes qui a suivi Benoît Hamon. Cela a commencé quand Laurent Fabius a déclaré que "l'extrême droite, ce sont de fausses réponses à de vraies questions".* » C'était dans l'émission politique phare d'Antenne 2, devenue France 2, le 5 septembre 1984, et ce député trentenaire n'était pas encore né.

Le propos a le mérite de convoquer l'histoire de la gauche sur une question qu'elle a abordée pour le meilleur et le pire. Le meilleur quand, à l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, elle choisit de régulariser 130 000 étrangers en situation irrégulière, facilite l'accès au marché du travail et le regroupement familial, instaure la carte de résident valable dix ans et renouvelable de plein droit. Le tournant avec la politique d'immigration très restrictive conduite depuis 1974, en réponse à la première crise pétrolière, est d'autant plus notable que le PCF n'était pas le dernier à lier immigration et chômage. « *Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine, assénait Georges Marchais, son secrétaire général, le 6 janvier 1981. Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de deux millions de chômeurs, français et immigrés.* »

Mais la parenthèse aura été de courte durée. Dès 1983, les premiers signes d'un raidissement apparaissent. De Michel Rocard, déclarant en 1989 « *nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde. La France doit rester une terre d'asile politique [...] mais pas plus* », à Manuel Valls estimant à Munich en février 2016, contre Angela Merkel, que « *l'Europe ne peut accueillir davantage de réfugiés* », les socialistes au pouvoir ont multiplié les mesures répressives pour se dédouaner de l'accusation de laxisme.

Un passé dont nos interlocuteurs annoncent s'affranchir, estimant qu'« *il faut assumer de ne rien céder au discours dominant* » (Danièle Obono), que « *chercher à être dans une espèce d'équilibre entre humanité et fermeté est une foutaise* » (Benjamin Lucas). Comme le socialiste Boris Vallaud, Fabien Roussel « *souhaite que tous les immigrés aient les mêmes conditions d'accueil que les réfugiés ukrainiens, que nous avons eu raison d'accueillir* », et réclame dans un récent discours que « *la gauche porte des propositions fortes ensemble* ». Acceptons-en l'augure.

Pour l'heure, le Parti socialiste et La France insoumise annoncent chacun qu'ils présenteront début juillet leurs propositions. Elles dicteront leur réaction au projet de loi que le gouvernement devrait adopter avant les vacances pour un examen parlementaire à la rentrée. Et les termes d'un discours commun attendu.●

➔ Pour aller plus loin, lire « **Mort au CRA de Vincennes** » et « **À Paris, 650 mineurs isolés livrés à eux-mêmes** », sur **Politis.fr**



# La gauche de Mayotte face à Wuambushu

**Dans un contexte de tension, les militants progressistes se sentent isolés et incompris par les directions des partis qu'ils représentent.** De quoi réduire l'influence de leurs idées sur un territoire où la gauche parlementaire peine à trouver ses marques.

**CYRIL CASTELLITI ET LOUIS WITTER À MAYOTTE**

## Analyse

**N**ous sommes le département le plus pauvre de France. On devrait tous être en faveur d'une politique sociale. » Attablé à la terrasse d'une boulangerie à Koungou, au nord de Mayotte, le porte-parole de La France insoumise locale, Abdullah Mikidadi, déroule son programme progressiste pour Mayotte. Son aisance contraste avec sa dernière apparition télévisuelle sur Mayotte la 1<sup>re</sup>, le 21 avril dernier.

Peu avant le lancement de l'opération Wuambushu – qui ambitionne des expulsions massives et la destruction des bidonvilles –, le quinquagénaire était alors poussé à prendre position sur cette intervention. « Le groupe LFI a condamné Wuambushu. Êtes-vous aussi catégorique, au risque de vous mettre à dos les Mahorais ? », lui assène-t-on. Conscient des enjeux locaux, Mikidadi répond avec une certaine retenue : « On ne peut pas se positionner sur une opération dont on n'a pas les tenants et les aboutissants. » Cette absence de condamnation d'une opération militaro-policière, vue par la gauche hexagonale comme une énième attaque contre les droits des sans-papiers, est rapidement récupérée par Gérald Darmanin et dénoncée par Révolution permanente afin d'attaquer la gauche parlementaire.

Face au sentiment d'abandon et de désespoir d'une bonne partie de la population mahoraise, Wuambushu apparaît pour certains comme l'opération de la dernière chance. Selon les militants politiques locaux, s'y opposer frontalement relève d'un suicide politique. « Mikidadi n'a

pas eu le choix. S'il se positionne contre, il est mort », nous indique en off une autre personnalité de la gauche locale.

Le principal intéressé déplore cette polémique qui a provoqué un certain malaise au sein de la gauche. « Je n'ai jamais dit que je cautionnais Wuambushu. Il faut le dire à Darmanin. Ce truc-là est mort d'avance. Tout a été préparé en secret. Comment résoudre en quelques mois les problèmes accumulés pendant quarante ans ? », s'insurge-t-il.

### / Une gauche isolée

Loin d'être anecdotique, cette actualité illustre une partie des difficultés de la gauche mahoraise à s'exprimer d'une seule voix, en accord avec les directions des partis. Lesquels ne sont pas vraiment habitués à se déplacer à Mayotte pour échanger avec leur électorat. « On essaie de s'harmoniser, mais le problème vient aussi de nous. On doit se structurer pour accueillir les représentants dans de bonnes conditions », justifie Abdullah Mikidadi. Invisible dans les déplacements des personnalités de gauche, Mayotte ne compte également aucun élu de ce spectre idéologique au sein de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Malgré une présence notable du Parti socialiste sur l'île par le passé, son influence et ses militants sont désormais réduits à peau de chagrin. « La gauche caviar et carriériste a déçu », estime Mikidadi Abdullah. « Mais Mélenchon est arrivé deuxième au premier tour de l'élection présidentielle. Les Mahorais ne sont pas tous de droite », tient-il à nuancer.

Malgré ce score, il est difficile pour les militants locaux de faire entendre leurs voix et leurs revendications au niveau national. Rarement présente au cœur des débats qui animent la gauche dans l'Hexagone, Mayotte peine à mobiliser. De quoi raviver un sentiment d'abandon qualifié « d'historique » par les militants locaux. « Je n'ai jamais été soutenu. Encore moins sur le volet financier ou matériel », explique de son côté Ahamada Salime, fondateur et ex-représentant du parti Les Verts à Mayotte, au début des années 1990. « Je me suis endetté pour des dizaines de milliers de francs pendant les campagnes électorales et abîmé les vertèbres en trébuchant moi-même des sacs d'affiches de village en village, poursuit-il. Mais les figures du parti ne se sont jamais mobilisées pour Mayotte. J'ai fini par être déçu et continuer ma route de mon côté. »

Plus récemment, ce « patriote écolo-démocrate », tel qu'il se définit, s'est présenté, non sans regret, sous l'étiquette du parti Solidarité et Progrès. « Juste un moyen d'avoir un lien au niveau d'un parti politique national, explique-t-il, un peu gêné. Pour être identifié. Car si l'on est seul, personne ne nous considère. » Il assure néanmoins rester « un homme de gauche » et se justifie en partie au regard de ses combats passés contre le parti unique de l'île : le Mouvement populaire mahorais (MPM).

### / Une histoire politique particulière

Créé au début des années 1960, le MPM a pendant longtemps constitué le seul parti de l'île. Son hégémonie s'appuie sur un réseau de notables influents, ainsi que des militantes locales radicales appelées « Sorodas » (soldates), ou plus communément « chatouilleuses ». Ils et elles s'accordent sur une revendication centrale : la départementalisation de Mayotte. Les opposants favorables à l'intégration de l'île par les Comores, surnommés les « serrer la main », sont à l'époque pourchassés avec violence. Et les

➔ Pour aller plus loin, lire le portrait d'Estelle Youssouffa, députée Liot, sur **Politis.fr**

## « La droite est vue comme protectrice vis-à-vis de la menace d'une annexion par les Comores. »

Ahamada Salime,  
ex-représentant des Verts

formations politiques rivales, même les plus francophiles, ne sont pas en reste. « On m'appelait le "serrer la main verte", se souvient ainsi Ahamada Salime. Au début des années 1990, les notables nous salissaient en coulisse. J'ai même eu un jeune candidat qui a failli mettre fin à ses jours. Toute sa famille était issue du MPM. Sa mère menaçait de le renier. J'ai dû le rattraper dans la forêt alors qu'il avait déjà la corde autour du cou. »

Malgré l'apparition progressive du RPR, du PS, puis des Verts, l'influence du MPM perdure. Elle se caractérise notamment par l'union des principaux partis autour de la cause départementaliste, ainsi qu'une stigmatisation des politiques jugées favorables à l'Union des Comores, qui n'a jamais cessé de dénoncer la présence française sur ce territoire. Cette dénonciation d'une colonisation d'un nouveau genre, dans l'Hexagone, est portée essentiellement par le Parti communiste ainsi qu'une partie de la gauche décoloniale. De quoi ternir l'image de celle-ci pour une partie des électeurs mahorais. « Les Mahorais ont toujours vécu dans la peur d'une annexion par les Comores. Dans l'inconscient collectif, la droite est considérée comme protectrice vis-à-vis de cette menace. La gauche est au contraire jugée à tort comme favorable aux intérêts des Comores », résume Ahamada Salime.

### Malaise chez LFI

Un point de vue partagé par Yasmina Aouny (1), candidate Nupes aux élections législatives de 2022 dans la 1<sup>re</sup> circonscription de l'île. Particulièrement sensible aux problématiques féministes et environnementales, elle est également militante au sein du Mouvement pour le développement de Mayotte (MDM), parti héritier du MPM. Malgré sa couleur politique marquée au centre droit, c'est avec cette formation qu'elle candidate sous la bannière de la Nupes. « Je l'ai fait par conviction avec mes idées de gauche et par sympathie pour le programme de Mélenchon », justifie-t-elle. Ce jeu d'équilibre a suscité de vives critiques dans son entourage. « On m'a reproché de vouloir siéger avec des gens qui "détestent Mayotte" », se souvient-elle.

Elle explique le malaise d'une partie de la gauche sur la question mahoraise. « Si La France insoumise appelle officiellement les Comores à cesser leur revendication de Mayotte, ils risquent de perdre une bonne partie des électeurs et sympathisants issus de la diaspora, notamment à Marseille. Le calcul électoral est risqué. Cependant, Mélenchon a évolué sur le sujet. J'ai échangé avec lui et sa position est très claire à présent », estime-t-elle.

En termes de laboratoire politique, la gauche française aurait pourtant tout intérêt à se mobiliser autour de la

question mahoraise. Droit des étrangers, droits sociaux, prestations sociales : Mayotte est l'objet de multiples dérogations au droit commun qui ont des conséquences destructrices pour les populations. En témoigne notamment la rigidité de la politique migratoire locale, et ce qu'elle implique en termes d'inégalités sociales. « Tous les politiciens ont parié sur l'immigration zéro, comme en Corée du Nord. Sauf que les Mahorais ont quand même eu besoin de main-d'œuvre. Sans régulation, on est passé à un marché parallèle qui nous amène à la situation actuelle. Une vraie politique migratoire, ce n'est pas simplement placer quatre bateaux à la frontière », analyse Abdullah Mikidadi.

Devant l'unité historique de la droite à Mayotte, le porte-parole de LFI déplore également la répétition du même logiciel politique et la difficulté de faire émerger de nouvelles personnalités. « Des gens entrent dans l'histoire à reculons. Dans vingt ou trente ans, je n'aimerais pas être à la place de certains politiciens qui n'ont rien fait malgré tous leurs mandats », estime-t-il.

Pour l'heure, les principaux chantiers de la gauche locale restent de se restructurer et de multiplier les échanges au niveau national. Objectif : agir d'une seule voix pour faire émerger un nouveau discours politique. Car actuellement, selon Yasmina Aouny : « La gauche connaît mal Mayotte, et Mayotte connaît mal la gauche. » ●

[1] Le 16 juin dernier, le Conseil constitutionnel s'est prononcé pour une inéligibilité de trois ans contre la candidate Yasmina Aouny, pour n'avoir pas déposé de comptes de campagne dans les délais impartis.



Yasmina Aouny, candidate sous la bannière Nupes aux législatives « par conviction ».